

Analyse des alternatives disponibles pour les entreprises des zones occupées par les rebelles du M23 en R.D. Congo face à l'indisponibilité des services bancaires : Cas de la ville de Goma

Analysis of Available Alternatives for Businesses in Areas Occupied by M23 Rebels in the D.R. Congo in Response to the Unavailability of Banking Services : The Case of Goma

KABENE CIRANVU James
Etudiant chercheur
UNICAF UNIVERSITY
CAMPUS DU MALAWI

Date de soumission : 03/03/2025

Date d'acceptation : 06/04/2025

Pour citer cet article :

Kabene Ciranvu. J. (2025) « Analyse des alternatives disponibles pour les entreprises des zones occupées par les rebelles du M23 en R.D. Congo face à l'indisponibilité des services bancaires : Cas de la ville de Goma », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 4 » pp : 525- 539.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article analyse les alternatives financières adoptées par les entreprises de Goma en réponse à l'indisponibilité des services bancaires causée par l'occupation des rebelles du M23. L'étude repose sur une approche quantitative menée auprès de 30 dirigeants d'entreprises. Les résultats révèlent que la majorité font recourir aux Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), des crédits informels ou accèdent aux distributeurs automatiques de billets au Rwanda. L'utilisation de ces alternatives permet aux entreprises de maintenir leurs activités malgré les défis économiques et sécuritaires. Cependant, ces solutions ne sont pas exemptées de risques, notamment des taux d'intérêt élevés, un manque de protection juridique et une exposition accrue aux fluctuations monétaires. Bien que ces mécanismes palliatifs permettent une certaine stabilité, des solutions plus institutionnelles doivent être envisagées pour garantir une meilleure inclusion financière à long terme.

Mots-clés : Alternatives financières, Services bancaires, Résilience financière, association villageoise d'épargne, mobile money.

Abstract

This paper examines the financial alternatives implemented by enterprises in Goma as a response to the disruption of banking services resulting from the occupation by the M23 insurgency. The study adopts a quantitative methodology, surveying 30 business executives. The findings indicate that the predominant strategies employed by firms include the utilization of Village Savings and Loan Associations (VSLA), engagement in informal credit markets, and accessing Automated Teller Machines (ATM) in neighboring Rwanda. The adoption of these substitute financial mechanisms enables enterprises to sustain operational continuity despite prevailing economic and security exigencies. However, these ad hoc solutions are not devoid of inherent risks, notably elevated interest rates, the absence of formal legal safeguards, and heightened vulnerability to foreign exchange rate volatility. While these palliative measures afford a degree of economic resilience, more institutionalized frameworks warrant consideration to ensure enhanced long-term financial inclusion.

Keywords : Financial alternatives, Banking services, financial resilience, Savings and Credit Associations, Mobile money.

Introduction

La zone Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est dotée d'importantes ressources minières. Depuis les années 1990, la compétition pour et le contrôle de ces ressources constituent une source majeure de conflits armés dans la région (Le Ster, 2011). La province du Nord Kivu a été à plusieurs reprises sous le contrôle de mouvements rebelles. Cependant, dans la majorité des cas, l'occupation était limitée aux régions intérieures de la province. Depuis l'année 2022, le mouvement des rebelles du M23 a lancé une offensive à partir de Bunagana, une cité congolaise frontalière de l'Ouganda, qui a abouti en janvier 2025 à la prise de la ville de Goma, la capitale provinciale du Nord Kivu et le centre administratif et économique de la province (Bwire & Guensburg, 2022).

En prenant le contrôle de cette région stratégique, les rebelles du M23 ont effectivement dominé une part substantielle de l'économie provinciale. En conséquence, les zones occupées ont connu des perturbations économiques majeures, affectant la vie sociale et les activités commerciales. Pour des raisons de sécurité, logistique et politique, toutes les institutions bancaires et financières formelles (banques, coopératives, institutions de microfinance, etc.) ont cessé leurs opérations sur le territoire occupé (Amissi, 2025).

À Goma, les entreprises, en particulier les Petites et Moyennes Entreprises (PME), ainsi que les ménages, font face à un manque criant d'accès aux services financiers formels. Cette situation entrave sévèrement leur capacité à recevoir et effectuer des paiements, ainsi qu'à accéder aux liquidités nécessaires à leurs opérations quotidiennes, paralysant de ce fait l'ensemble de l'activité économique.

L'absence de services bancaires formels, principalement due à l'insécurité, perturbe profondément la gestion financière des entreprises, notamment en ce qui concerne les transactions commerciales, l'accès au crédit et la conservation des actifs liquides. Face à ce défi sans précédent, les dirigeants d'entreprise explorent diverses solutions alternatives pour pallier l'impact de la fermeture des institutions bancaires et financières. C'est dans ce contexte que nous avons entrepris la rédaction de cet article, visant à répondre à la question centrale suivante

Dans quelle mesure les entreprises de la ville de Goma adoptent-elles des solutions financières alternatives en l'absence de services bancaires, et quel risque ces dernières représentent sur les activités ?

L'objectif général de cet article est d'analyser les alternatives financières adoptées par les entreprises de Goma en réponse à l'indisponibilité des services bancaires et de manière plus spécifique, cette étude vise à identifier les principaux mécanismes financiers alternatifs utilisés

par les entreprises locales ; évaluer l'efficacité, les avantages et les inconvénients de ces alternatives, évaluer les risques associés à ces alternatives, y compris, mais sans s'y limiter, les fluctuations des taux d'intérêt, les vulnérabilités juridiques et l'exposition à la volatilité des taux de change, analyser l'impact de ces solutions alternatives sur la résilience et la stabilité de l'économie locale et proposer des recommandations pour renforcer la résilience financière des entreprises dans des contextes similaires d'exclusion financière.

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation, la présente étude s'articulera autour de plusieurs axes. Dans un premier temps, nous présenterons le cadre théorique et la revue de littérature pertinents pour notre sujet. La suite, nous détaillerons la méthodologie de recherche quantitative adoptée, incluant la collecte et l'analyse des données auprès d'un échantillon de dirigeants d'entreprises à Goma. Les résultats de cette enquête seront par la suite exposés et discutés, mettant en lumière les alternatives financières privilégiées, leurs avantages et leurs risques. Enfin, nous conclurons en synthétisant les principaux enseignements de cette recherche et en formulant des recommandations visant à renforcer la résilience financière des entreprises dans des contextes de crise similaires.

1. Revue de la littérature

1.1. Cadre théorique

La corrélation entre les conflits armés, les rébellions, les guerres et la dynamique économique a fait l'objet de nombreuses investigations scientifiques. Plusieurs études ont mis en examen l'impact délétère des conflits armés sur les activités commerciales, tout en explorant les alternatives économiques envisageables en contexte de crise. Dans d'autres études, une attention particulière est accordée à l'évaluation critique de ces alternatives, en soulignant leurs limites intrinsèques ainsi que les risques associés à leur mise en œuvre opérationnelle.

1.1.1. Conflits armés et perturbations économiques

Dans leur étude, Collier & Hoeffler (2004) ont abordé les effets des conflits sur l'activité économique en comparant la « rébellion par cupidité », motivée par la prédation des rentes des exportations de matières premières, et la « rébellion par grief », motivée par des haines intrinsèques aux différences ethniques et religieuses. Leurs résultats ont montré que les zones de conflit connaissent une réduction significative des investissements, de l'activité commerciale et de l'accès aux services financiers. Dans le cadre de la République Démocratique du Congo, où les spéculations divergent quant à la nature du conflit (cupidité pour certains, grief pour d'autres, voire une combinaison des deux selon certains experts), un article du CICR (2024) affirme que les conflits persistants dans l'Est du pays ont entraîné des perturbations importantes

sur la vie économique, avec environ plus de 2,5 millions de personnes déplacées, exacerbant la précarité économique. Cette situation de perturbation économique et de fermeture des institutions financières formelles nous amène à considérer l'adoption d'alternatives financières par les entreprises locales.

1.1.2. Alternatives financières en contexte de crise

Les études menées sur les économies informelles montrent que les populations et les entreprises des zones de conflit adoptent des solutions adaptatives en fonction de leur environnement d'affaires. Avec les évolutions technologiques, les systèmes financiers tendent à se dématérialiser et à se démocratiser. Alghareeb (2022) démontre dans son étude qu'une forte partie de la population utilise les services mobiles, accessibles de manière permanente et plus facile pour effectuer des transactions bancaires et accéder à l'application à tout moment. En République Démocratique du Congo, toutes les banques proposent des services de Mobile Banking, ainsi que d'autres services offerts par les réseaux de télécommunication comme Airtel Money et Orange Money. De plus, un système de tontines est installé depuis des années, et ensemble, ces mécanismes deviennent clés pour maintenir les activités économiques. Une étude de Jack & Suri (2011) au Kenya a montré que M-Pesa a joué un rôle crucial pour les entreprises pendant les périodes de crise.

1.1.3. Limites et risques des alternatives informelles

Cependant, bien qu'il existe des alternatives qui offrent un potentiel d'inclusion financière, son efficacité en tant que substitut complet aux services bancaires traditionnels dans un contexte de conflit et d'insécurité reste à examiner).

Les travaux de (Anderson & Murthy, 2018; Boogaard & Botiveau, 2018; Hien, 2022; Lelart, 2002) mettent en évidence que l'adoption de ces solutions financières peut induire des risques systémiques pour les entreprises, notamment en termes de vulnérabilité accrue aux pertes économiques, à la manipulation frauduleuse des transactions et à une exposition disproportionnée à des taux d'intérêt volatils.

Le recours accru aux mécanismes informels tels que les tontines et le crédit informel peut présenter des limites en termes de capacité, de sécurité et de formalisation. La situation spécifique de Goma, ville frontalière d'échanges commerciaux avec l'Ouganda et le Rwanda, pourrait également inciter les entreprises à explorer des solutions transfrontalières pour accéder à des liquidités.

1.2. Formulation des hypothèses de recherche

Sur la base de cette revue de la littérature, qui met en évidence l'impact des conflits sur l'accès aux services financiers et l'adoption d'alternatives formelles et informelles, nous partons sur base des hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : Pendant cette période de fermeture des banques, en moyenne 75% des entreprises de la ville de Goma rencontre les problèmes d'accès au crédit et aux liquidités occasionnant le retard de paiement des tiers

Hypothèse 2 : En réponse à l'indisponibilité des services bancaires formels causée par l'occupation du M23 à Goma, plus de 60% des entreprises au recours aux Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVECs) et aux circuits de crédit informels pour maintenir leurs activités financières.

Hypothèse 3 : Face à la fermeture des banques locales, 50% des entreprises basées à Goma ayant des liens commerciaux ou des capacités logistiques exploitent l'accès aux Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) situés au Rwanda pour obtenir des liquidités.

Hypothèse 4 : Bien que les services de Mobile Banking soient disponibles en RDC, leur adoption par les entreprises de Goma comme alternative principale aux services bancaires traditionnels est limitée en raison des contraintes spécifiques liées au contexte de conflit (problèmes de réseau, limites de transaction, confiance limitée, préférence pour le cash).

Hypothèse 4 : L'utilisation accrue des AVEC et du crédit informel par les entreprises de Goma en l'absence de services bancaires formels est associée à des risques perçus plus élevés en termes de taux d'intérêt, de sécurité des fonds et de manque de recours légal.

Hypothèse 6 : Bien que les alternatives financières adoptées par les entreprises de Goma permettent une certaine continuité des activités économiques au niveau micro, leur portée et leurs limitations intrinsèques ne suffisent pas à assurer une stabilité macroéconomique robuste dans la région affectée par le conflit.

1.3. Justification de l'originalité de l'étude

Le parcours de littérature affiche la portée déjà couverte par les recherches précédentes dans le cadre du sujet abordé. En s'y basant, sortent les affirmations selon lesquelles les situations de conflits bouleversent complètement le rythme économique et l'environnement des affaires. Dans des cas en étude par nos précurseurs pour faciliter l'accessibilité aux services bancaires dans des circonstances complexes, les banques proposent des services comme mobil Banking permettant de gérer ses opérations à partir de son téléphone tout en démontrant les limites liées à ces derniers.

En partant de la théorie « de la résilience économique »(Duval & Vogel, 2008; Lallau et al., 2018) et « Théorie des coûts de transaction »(Ghertman, 2003) nous essayons de comprendre comment les entreprises s'adaptent dans le contexte d'absence totale de service de banque sans aucun moyen de ravitaillement qu'il soit au niveau de devise moins encore de monnaie locale.

1.4. Modèle conceptuel

Le point de départ de notre cadre conceptuel est l'occupation du M23 et l'insécurité qui en découle dans la région de Goma. Ce contexte d'instabilité est le facteur déclenchant principal qui conduit à l'indisponibilité des services bancaires formels. La fermeture des banques, des coopératives et des institutions de microfinance crée un vide financier majeur pour les entreprises locales.

Face à cette absence de services bancaires traditionnels, les entreprises de Goma sont contraintes d'adopter des alternatives financières. Ces alternatives comprennent principalement les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), les circuits de crédit informel, l'accès aux Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) situés au Rwanda, l'utilisation (bien que potentiellement limitée) du Mobile Banking, et le recours aux mécanismes financiers informels préexistants tels que les tontines.

L'adoption de ces alternatives financières permet aux entreprises de maintenir, dans une certaine mesure, leurs activités financières. Elles peuvent continuer à effectuer des transactions, à accéder à des liquidités et à gérer leurs flux de trésorerie, contribuant ainsi à une résilience opérationnelle partielle. Cependant, ces alternatives ne sont pas sans inconvénients. Elles présentent des risques significatifs, notamment des taux d'intérêt souvent élevés dans le crédit informel, un manque de protection juridique pour les fonds, et une exposition accrue aux fluctuations monétaires, en particulier pour les transactions transfrontalières via les DAB au Rwanda.

De plus, l'indisponibilité des services bancaires formels en elle-même perturbe profondément la gestion financière des entreprises, affectant leur capacité à réaliser des transactions complexes, à obtenir des crédits importants et à sécuriser leurs actifs. Les risques inhérents aux alternatives financières, combinés à la perturbation de la gestion financière traditionnelle, contribuent à une vulnérabilité financière accrue des entreprises.

L'interaction entre la résilience opérationnelle partielle permise par les alternatives financières et la vulnérabilité financière accrue des entreprises a un impact mitigé sur la stabilité économique locale. Bien que certaines activités économiques persistent grâce à ces solutions de substitution, l'absence d'un système financier formel, fiable et réglementé limite la capacité

de la région à retrouver une stabilité macroéconomique robuste et à favoriser une croissance économique durable.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre présente l'approche méthodologique adoptée dans le cadre de cette recherche. Il est structuré en quatre sections : (1) la méthodologie employée, (2) la description de la population et de l'échantillonnage, (3) les outils de collecte des données, (4) les techniques d'analyse des données et les limites de l'étude.

2.1. Méthode

Dans le but de comprendre les alternatives adoptées par les entreprises de la ville de Goma pour s'adapter au contexte d'absence total du système financier formel, nous avons adopté la méthode quantitative car dans notre cas de figure, elle est plus rigoureuse et objective (Maurand-Valet, 2011).

Pour la collecte des avis, un petit questionnaire regroupant toutes les catégories les plus fréquentes, a été soumis aux dirigeants et aux promoteurs des entreprises pour en tirer des conclusions.

2.2. La Population d'étude et échantillonnage

Notre étude cible les dirigeants et/ou promoteurs des entreprises toutes catégories, des associations qui exercent des activités économiques et les commerçants libres.

Notre échantillonnage est non probabiliste raisonné pour des résultats efficaces et juste à notre sujet. Nous avons ainsi donc enquêté 30 responsables des entreprises et commerçants choisis d'une manière bien ciblée.

2.3. Outils de collecte des données

Afin de recueillir les données de manière systématique et efficace, un questionnaire structuré a été élaboré et diffusé via la plateforme Google Forms auprès d'un échantillon de 30 participants. Les données collectées ont ensuite été soumises à une analyse quantitative approfondie à l'aide du logiciel Microsoft Excel.

2.4. Limites de l'étude : Contraintes et biais possibles

Les données recueillies dans le cadre de cette étude portent sur un échantillon de taille réduite de la population affectée par la fermeture des banques. Bien que cet échantillon soit représentatif, il existe une possibilité que les alternatives proposées ne soient pas exhaustives. Par ailleurs, la collecte des données s'est appuyée sur un questionnaire ciblé, centré sur les questions clés, ce qui pourrait entraîner l'omission de certains détails.

3. ANALYSE DES DONNEES ET DISCUSSION DES RESULTATS.

Nous avons soumis notre questionnaire à 30 enquêtés et qui ont tous répondu avec des réponses valides à toutes les questions. Les réponses ont été regroupées en quatre sections permettant d'avoir des réponses claires répondant à notre problématique et ainsi mettant en test nos hypothèses énoncées dans les lignes précédentes.

3.1. Informations générales sur les entreprises enquêtées

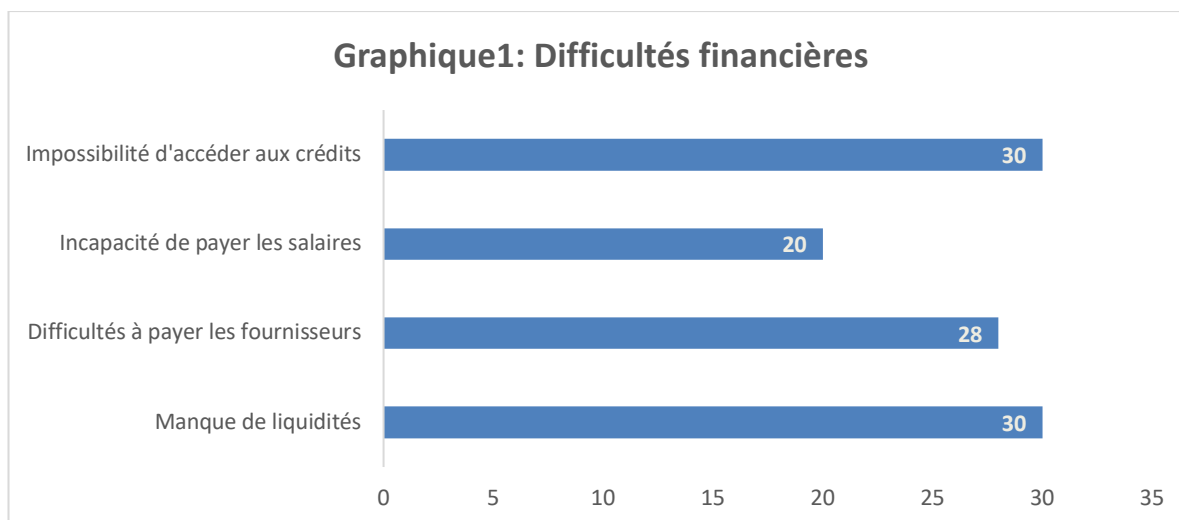
Tableau 1 : Informations générales sur les entreprises

Fréquence en%	Secteur d'activité	Relation avec banques/IMF
45%	Commerce de Gros et détail	Comptes courants, crédits, Transferts, dépôts, découverts
19%	Services (restauration, réparation)	Comptes courants, prêts pour équipements, Epargnes
6%	Artisanat (menuiserie, couture)	Microcrédits réguliers, épargne
13%	Agroalimentaire (transformation)	Prêts saisonniers, comptes courants
16%	Transport (petits transporteurs)	Comptes courants, crédits pour véhicules
100%		

Source : Analyse de données collectées.

La grande représentativité des PME qui font le commerce des gros et détails s'explique du fait qu'ils occupent la grande majorité de l'activité économique de la ville de Goma. La relation préexistante avec les institutions financières, bien que variée, montre une dépendance généralisée aux services financiers formels, qu'il soit au niveau des opérations courantes de dépôts et retraits, des paiements ou encore des opérations de crédit. Etant dit, la fermeture des institutions financières formelles affectent la totalité des entreprises de la ville expliquant ainsi la gravité et les défis très importants pesant sur les entreprises à maintenir leurs activités dans une situation précaire.

3.2. Difficultés financières



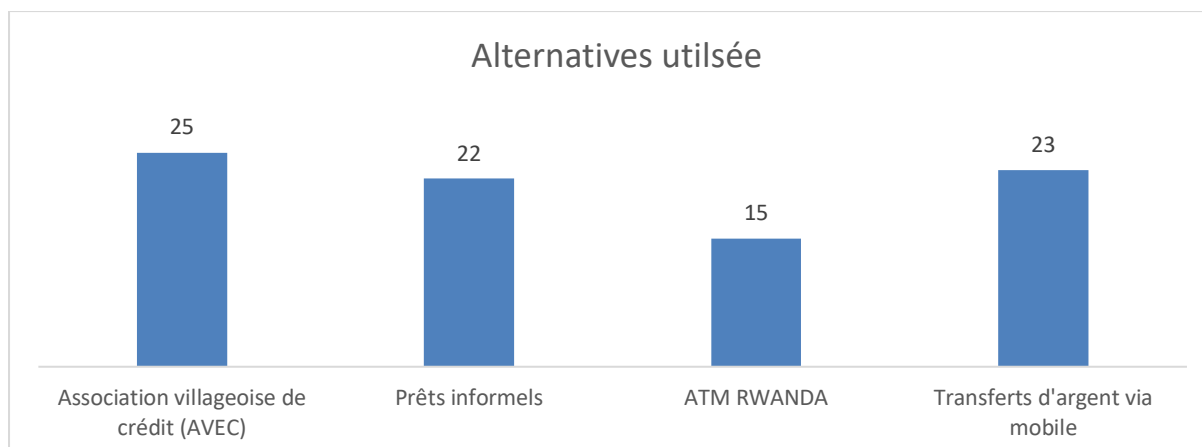
Source : Analyse de données collectées.

Les entreprises de la ville de Goma sont actuellement confrontées aux problèmes suivants :

- **Manque de liquidité** : L'ensemble des entreprises interrogées (100%) déclarent être confrontées à un manque de liquidité, ce qui constitue un problème systémique
- **Difficultés à payer les fournisseurs** : La quasi-totalité des entreprises (93%) éprouvent des obstacles à honorer leurs engagements envers les fournisseurs. Ce phénomène découle directement de la pénurie de liquidités, mais aussi de la désorganisation des circuits financiers formels.
- **Incapacité de payer les salaires** : Deux tiers des entreprises (67%) indiquent ne pas être en mesure de rémunérer leurs employés, ce qui a des implications socio-économiques majeures.
- **Impossibilité d'accéder aux crédits** : L'accès aux crédits étant totalement bloqué, les entreprises (100%) se trouvent privées d'un levier financier essentiel à leur expansion et à la gestion de leurs obligations à court terme.

D'une manière globale, les défis auxquels font face les entreprises basées dans les régions occupées par les rebelles du M23 sont liés au manque de liquidité, avec des effets comme l'insolvabilité vis-à-vis des tiers (fournisseurs, personnels, Etat.). Outre le manque de liquidité, la capacité des entreprises à mobiliser des fonds externes comme les crédits aux seins des institutions financières est complètement paralysée. Des résultats qui affirment notre première hypothèse selon laquelle pendant cette période de fermeture des banques, en moyenne 75% des entreprises de la ville de Goma rencontre les problèmes d'accès au crédit et aux liquidités occasionnant le retard de paiement des tiers.

3.3. Alternatives appliquées



Selon les données du tableau ci-haut nous constatons que les entreprises et acteurs économiques ont convergé vers les alternatives suivantes :

- **Transfert et paiement : Mobile Money**

L'utilisation de la monnaie mobile, notamment M-Pesa, Orange Money et Airtel Money, est devenue la principale alternative pour les transactions financières représentant 77% des enquêtés. Ces plateformes permettent aux entreprises d'effectuer des paiements, de recevoir des fonds et de payer les fournisseurs sans passer par les banques. Les avantages incluent la rapidité, la commodité et la réduction des risques liés au transport de liquidités.

- **Épargne et Crédit : Association villageoise de crédit et Prêts Informels**

Les associations villageoises d'épargne et de crédit, dites AVEC, permettent aux membres d'accéder à des fonds sur une base rotative. Ces systèmes sont basés sur la confiance mutuelle et offrent un accès rapide à des liquidités sans intérêts excessifs. 83% des entreprises enquêtées affirment s'y référer soit pour demander des crédits de relance, soit pour utiliser comme système d'épargne. Vu le manque de liquidité, des mouvements de ces associations utilisent même les mobiles money pour effectuer les transactions entre la caisse et les membres. Cette forte adoption des AVEC montre une résilience communautaire, mais aussi une vulnérabilité aux risques informels. Au-delà des AVEC des crédits informels contractés soit aux particuliers disposant du cash soit aux changeurs de monnaie avec des taux exorbitants, une pratique effectuée par 73% de nos enquêtés.

- **Accès rapide au cash : Recours aux DAB des banques du Rwanda**

Pour pallier les problèmes de liquidité, 50% des chefs d'entreprises disent utiliser un système particulier qui consiste, à l'aide des cartes bancaires, de traverser pour faire de retrait dans les banques du Rwanda pays voisin.

Les résultats ci- haut décrivant les alternatives prises par les entreprises basées dans la zone occupées par le M24 affirment une suite de nos hypothèses selon lesquelles Face à la fermeture des banques locales, 50% des entreprises basées à Goma ayant des liens commerciaux ou des capacités logistiques exploitent l'accès aux Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) situés au Rwanda pour obtenir des liquidités. Une autre révélation c'est l'absence des services de Mobile Banking bien que ces derniers soient proposés par les banques , ils sont moins utilisés par les entreprises et en grande partie sont soit méconnus ou soit non acceptés comme système de paiement et de transfert dans plusieurs entreprises, une démonstration du poids que disposent encore les imprimés de banques comme les ordres de paiement et des chèques dans le circuit de paiement congolais et dans les zones sous occupations en particulier. Ce résultat confirme notre quatrième hypothèse selon laquelle, bien que les services de Mobile Banking soient disponibles en RDC, leur adoption par les entreprises de Goma comme alternative principale aux services bancaires traditionnels est limitée en raison des contraintes spécifiques liées au poids des imprimés de banques (chèques et op).

3.4. Évaluation des risques des alternatives mis en place

Bien que ces alternatives apportent un soulagement à court terme tant soit peu aux acteurs économiques de la ville de Goma dans cette situation de crise, elles représentent également des risques bien importants à la vie de ces entreprises à moyen comme à long terme. Théoriquement, c'est difficile de mesurer leur efficacité mais en abordant les risques qu'elles représentent, les acteurs peuvent se positionner en toute conscience de cause.

Le recours aux associations villageoises d'épargne et de crédit, permet l'accès à des crédits rapides à moindre cout. Cependant, l'absence de la réglementation formelle exposant les participants au risque de défaut de paiement doit être nuancée par la possibilité de non-remboursement inhérent. Les prêts informels soulignent le taux d'intérêt élevé allant à 10% avec des pénalités extrêmes pour les retards de paiement et l'exigence d'un bien de haute valeur comme gage.

Les transferts mobiles money restent acceptables et efficaces. Toutefois, les frais de transaction élevés, les retenues non justifiées sur les opérations de retrait variant entre 3 et 10%, la carence de la devise en temps de retrait et la vulnérabilité aux cyberattaques exposent les entreprises aux pertes. Les frais de transferts pèsent sur le cout d'achat des marchandises et ainsi de suite. Toutes ces opérations se déroulant dans un circuit bien occulte, le risque de blanchissement des fonds paraît plus plausible dans un contexte où les zones minières voisines de Goma sont entre les mains rebelles. Néanmoins, la portée dans le temps de ces mesures reste très limitée, étant

bien insuffisantes pour garantir une rotation continue des activités économiques en générales dans la mesure où les banques restent fermées.

Ces résultats ci-haut affirment notre cinquième et sixième hypothèses qui disent que selon l'utilisation accrue des AVEC et du crédit informel par les entreprises de Goma en l'absence de services bancaires formels est associée à des risques perçus plus élevés en termes de taux d'intérêt, de sécurité des fonds et de manque de recours légal. Et Bien que les alternatives financières adoptées par les entreprises de Goma permettent une certaine continuité des activités économiques au niveau micro, leur portée et leurs limitations intrinsèques ne suffisent pas à assurer une stabilité macroéconomique dans la région affectée par le conflit.

Conclusion

Les entreprises opérant dans les zones sous occupation des rebelles du M23 font face à un défi particulièrement extrême : assurer la continuité de leurs activités malgré la fermeture des institutions financières formelles. Cette situation, bien que spécifique à l'Est de la République Démocratique du Congo, peut se reproduire dans d'autres régions du monde en période de crise, notamment en cas de conflit armé.

Cet article a exploré les stratégies adoptées par les responsables d'entreprises pour surmonter ces contraintes. Les résultats de l'étude révèlent que les acteurs économiques de la ville de Goma – notamment les entreprises, les artisans et les structures de l'agro-industrie – s'appuient largement sur les services de mobile money (Airtel Money, Orange Money, M-Pesa) pour effectuer des transferts et des paiements. Par ailleurs, l'accès au crédit repose principalement sur les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ainsi que sur des circuits de prêt informels. Enfin, pour obtenir du cash, de nombreux opérateurs économiques doivent se rendre au Rwanda, ce qui expose leurs transactions à divers risques et coûts supplémentaires.

Bien que ces alternatives permettent de maintenir un certain niveau d'activité économique, elles présentent également des limites et des risques majeurs. Parmi ceux-ci, on note le non-remboursement des crédits, des taux d'intérêt excessivement élevés, ainsi que des frais de transfert onéreux. Ces contraintes pèsent lourdement sur l'économie locale et peuvent avoir un impact mesurable à court et moyen terme.

D'un point de vue scientifique, cet article met en évidence des solutions qui, si elles étaient mieux structurées, encadrées et intégrées, pourraient permettre aux entreprises évoluant en contexte de crise de garantir la continuité de leurs activités économiques pendant une paralysie des institutions financières formelles. Elles contribueraient ainsi à renforcer leur résilience financière en l'absence d'un système bancaire formel fonctionnel.

Toutefois, notre étude présente certaines limites. Elle se concentre exclusivement sur les entreprises évoluant en milieu urbain, notamment à Goma, où des initiatives alternatives existent déjà, comme les AVEC. De plus, la proximité de la ville avec une frontière internationale atténue certains effets de la crise, ce qui n'est pas forcément le cas dans d'autres contextes. Par ailleurs, notre analyse reste essentiellement qualitative et n'évalue pas quantitativement les risques et les coûts associés à ces solutions. Des recherches futures pourraient ainsi approfondir l'évaluation des impacts financiers à long terme de ces alternatives, notamment en analysant leur influence sur des indicateurs clés tels des entreprises.

BIBLIOGRAPHIE

- Alghareeb, S.** (2022). Mobile Banking Adoption among Undergraduate Students in Kuwait University. Open Access Library Journal, 9(6), Article 6. <https://doi.org/10.4236/oalib.1106458>
- Amissi, Y.** (2025, février 13). Crise à Goma : Les banques fermées, la population asphyxiée. <https://www.congoquotidien.com/2025/02/13/actualite-rdc-crise-banques-goma/>
- Anderson, M., & Murthy, P.** (2018). Resilient Livelihoods : Financial Strategies for Conflict-Affected Communities. Geneva : International Finance Network.
- Boogaard, V. van den, & Botiveau, R.** (2018). Genre et systèmes formels et informels de finances publiques locales en Sierra Leone. Politique africaine, 151(3), 61-86. <https://doi.org/10.3917/polaf.151.0061>
- Bwire, K., & Guensburg, C.** (2022, juillet 28). Insécurité dans l'Est de la RDC : Guerres d'influence et pillages de ressources. Voice of America. <https://www.voafrique.com/a/insécurité-dans-l-est-de-la-rdc-guerres-d-influence-et-pillages-de-ressources/6672732.html>
- CICR, C.** (2024, novembre 20). RD Congo : Au cœur d'une crise qui s'intensifie, les communautés touchées par les conflits au Nord-Kivu subissent une détresse économique grandissante | CICR. <https://www.icrc.org/fr/article/rd-congo-les-communautes-touchees-par-les-conflits-au-nord-kivu-subissent-detresse-economique>
- Collier, P., & Hoeffler, A.** (2004). Greed and Grievance in Civil War. Oxford Economic Papers, 56(4), 563-595. <https://doi.org/10.1093/oenp/gpf064>
- Duval, R., & Vogel, L.** (2008). Résilience économique aux chocs : Le rôle des politiques structurelles. Revue économique de l'OCDE, 44(1), 211-251.
- Ghertman, M.** (2003). Oliver Williamson et la théorie des coûts de transaction. Revue française de gestion, 142(1), 43-63. <https://doi.org/10.3166/rfg.142.43-64>

Hien, F. K. (2022). La performance sociale des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au Burkina Faso. La Revue des Sciences de Gestion, 314(2), 63-70. <https://doi.org/10.3917/rsg.314.0067>

Jack, W., & Suri, T. (2011). Mobile Money : The Economics of M-PESA. NBER Working Papers, Article 16721. <https://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/16721.html>

Lallau, B., Laissus-Benoist, P., & Mbetid-Bessane, E. (2018). Introduction : La résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? Revue internationale des études du développement, 235(3), 9-25. <https://doi.org/10.3917/ried.235.0009>

Le Ster, M. (2011). L'Est de la République Démocratique du Congo : Du « scandale géologique » au scandale politique, économique, humanitaire.... Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux, 64(255), Article 255. <https://doi.org/10.4000/com.6341>

Lelart, M. (2002). L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers. Mondes en développement, 119(3), 9-20. <https://doi.org/10.3917/med.119.0009>

Maurand-Valet, A. (2011). Choix méthodologiques en Sciences de Gestion : Pourquoi tant de chiffres ? Management & Avenir, 43(3), 289-302. <https://doi.org/10.3917/mav.043.0289>